

François Brune

MÉMOIRES
D'UN
FUTUR PRÉSIDENT

« Gouverner, c'est parler. »

Le Président

Séquence 5

Mémoires d'un futur président

Au fil de votre été :

Liste des séquences proposés le jeudi...

- 21 juin. *Séquence 1.*
- 28 juin. *Séquence 2.*
- 5 juillet. *Séquence 3.*
- 12 juillet. *Séquence 4.*
- 19 juillet. *Séquence 5.*

Parvenu au députanat, dont il affecte de prendre les plaisirs pour des charges, Georges de Castel-Mapon (ainsi renommé par lui-même) cultive ses relations désintéressées, change d'épouse, intervient dans les médias, et se forge une biographie apte à passer pour un Destin.

(voir [séquence précédente](#))

II

Il faut l'avouer : à la Chambre des Députés, surtout au début, on est seul. Terriblement seul. L'épouse est restée au fief électoral. Le Peuple qui nous a porté au pouvoir se trouve tout à coup éloigné, prompt à la critique. L'entourage est plein de méfiances : nos amis restent des rivaux, et nos adversaires, des ennemis. C'est avec les partis frères, sans doute, que les relations des députés pourraient être les plus sincères ; mais, hélas ! ces groupes ne cessent de se disputer la même politique, car que voulez-vous qu'il se passe entre des partis frères, sinon des luttes fratricides ? Le Gouvernement enfin, pour conserver du prestige, ne fait que de rares apparitions, et la majorité se sent cruellement isolée de ceux qu'elle soutient. Oui, même à l'Assemblée nationale, grande est la solitude du provincial à Paris !

Certains disent, il est vrai, que tout le malheur des députés vient d'une seule chose, qui est de ne pas savoir demeurer en repos à la Chambre. C'est là, au contraire l'origine de leurs bonheurs, puisque l'ennui de l'Assemblée les pousse au-dehors, où s'éprouvent les vraies joies de la profession. Car les députés sont des hommes. Des hommes qui vivent avec de grands besoins d'affection. Une loi constante de la psychologie des gens au pouvoir veut en effet qu'avec leur importance politique croissent les impératifs de leur vie sexuelle : je n'y échappai pas. Qu'on me comprenne : j'étais jusqu'alors demeuré fidèle et loyal époux ; et sans regrets, puisque l'avantage de la fidélité à une femme, c'est de vous épar-

gner les autres. Mais tout changeait : j'étais solitaire en chambre, j'avais le droit, et peut-être le devoir, de m'occuper de moi-même, de ma vie physio-affective. De goûter Paris aux mille visages, en compagnie des représentants du peuple qui souffraient des mêmes maux que moi. Je dis *le devoir*, car la frustration est mère de tous les vices.

Concrètement, nous organisâmes des séances nocturnes à plusieurs, bien achalandées en femmes jolies et endettées, souvent jeunes, parfois filles, et même filles de famille, auprès desquelles nous nous consolions et soulagions, tous ensemble, dansant et fumant en groupes et en diverses tenues, de plus en plus légères. C'était régulier comme une activité sportive, c'était sain ; une équipe de moniteurs en expression corporelle nous avait donné sa caution et son assistance technique. Nous étions en outre souvent accompagnés par des personnalités du Tout-Paris artistique et littéraire sans distinction de peau, de couleur ou de sexe. L'ambiance était « ultra-chouette », terme usité ; il y avait même des nuits où nous restions habillés, l'alcool, la fumée et la conversation des femmes nous ayant suffi. Aussi pouvions-nous, le jour durant, tourner toute notre attention vers la vie politique... Entre camarades de Chambre, des relations nouvelles se créaient, à la fois solides et intimes ; on s'entraînait les uns les autres ; on amenait les nouveaux ; on oubliait les méfiances du jour dans les abandons communautaires de la nuit. Ultra-chouette ! Un peu immoral, bien sûr, et même cochon, aux yeux des pudibonds mal libérés. Mais enfin, il est humain d'être animal, et les représentants du peuple ne sont pas tenus de ne représenter que ses bons côtés.

La seule chose gênante dans ces séances, c'est que certains de mes confrères en profitaient pour découvrir (dans tous les sens), jauger et étiqueter nombre de jeunes filles nouvelles qu'ils faisaient expédier par la

MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

suite dans des pays étrangers où elles servaient au même usage, mais de façon plus professionnelle. Je n'aimais pas qu'on mêlât ce trafic à notre commerce. Cela finit par gâter mes gaietés nocturnes.

Mais il y en avait de diurnes : quand on a compris que l'activité du député est objectivement inutile, ce que certains acceptaient mal, on doit reconnaître qu'elle est loin d'être désagréable. Sans doute les débats à l'Assemblée ne servaient-ils à rien, qu'ils fussent trop généraux ou trop techniques ; sans doute les décisions étaient-elles prises ailleurs, chose prudente en raison de notre incompétence. Mais il nous restait à débattre, à discourir, à disputer, à voter, et cela faisait toujours passer le temps : pourquoi se plaindre que la machine parlementaire tourne à vide, puisque c'est sa seule façon de tourner ? On était là pour parler, nous parlions. On était là pour représenter le peuple, nous faisons de la représentation. « *Se penser représentatif*, disais-je à Fouchard, c'est le secret de l'élévation démocratique, et le repos du peuple. Ceux au nom de qui on parle n'ont plus qu'à se taire puisqu'on parle en leur nom. »

Au nom du peuple donc, je cautionnais le pouvoir par mes discours ; l'essentiel était de trouver quelque chose à dire ; j'inventais s'il le fallait ; je m'exerçais à prédire ou à rappeler ; et quand mes silences mêmes risquaient d'en dire trop long, alors, j'estimais utile de parler *pour* ne rien dire... On me publiait dans le *J.O.*, on me commentait dans ma région. Comme l'homme, comme la démocratie, comme l'Homme au-delà de la Démocratie sont toujours plus ou moins menacés, je débordais d'interventions à faire, je me dilatais joyeusement dans des débats formels ! Mais aussi, me sachant non indispensable, je ne culpabilisais jamais l'absentéisme.

L'ultime divertissement de la profession de député était sans nul doute le travail en commission. Comme je voulais montrer mon dynamisme et mes capacités au

MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

Gouvernement, qui est à l'affût de futurs ministres, je me portais toujours volontaire. Aux commissions, on était légion ; et cela faisait d'autant plus de bruit que notre nombre n'était dépassé que par celui des problèmes qu'on avait à traiter. On parlait donc autant qu'en Chambre, mais cette fois-ci, tous ensemble, et contradictoirement : c'est au plan de l'ambiance que l'expérience valait la peine d'être vécue ! Attention : il arrivait souvent que les commissions parvinssent à émettre des propositions de bon sens qui, de toute manière, ne seraient pas suivies. Tout le plaisir était alors dans la formulation du rapport final, où il fallait donner l'impression d'un travail approfondi selon une réflexion méthodique, question de technocratie du style. J'aimais ce travail de rédaction, sachant que la destinée du rapport le dispensait d'un excès de rigueur.

Comme je m'ouvrais de toutes ces expériences à mon ami Chelet, avec ma franchise coutumière, il en vint à mettre en question la nécessité d'une Assemblée nationale.

— Que dites-vous là ! m'écriai-je. Si le député est inutile, la Chambre, elle, est indispensable ! Mettre en doute son utilité, c'est mettre en cause la Démocratie même ! Elle est utile d'abord parce qu'elle représente le Peuple à ses propres yeux : il y croit. Elle est utile, ensuite, parce qu'elle reçoit les décisions du gouvernement : c'est une Chambre d'enregistrement. Elle est nécessaire encore pour orchestrer les propos des gouvernants : c'est une chambre de publicité, de relations publiques, une chambre de Commerce au sens noble du terme. Elle est indispensable enfin à l'opposition, qui écoute ses réquisitoires résonner dans cet amphithéâtre, ce qui la comble sur le plan dramatique qui est le sien : c'est une Chambre de compensations... Et pendant tout cela, chacun s'occupe de ses affaires. L'Assemblée est absolument nécessaire, dans sa gratuité même. Je suis heureux, Chelet, dans cette profession de député, qui

concilie l'inutilité publique avec l'intérêt privé. Trouvez-moi donc une institution qui remplisse mieux toutes ces tâches. Un député n'est certes qu'un député, mais il en faut.

Je vivais paisiblement, arrondissant ma corpulence, ma fortune et mon langage ; mais je n'oubliais pas l'objectif suprême. Il me fallait pour commencer être bien en cour : c'est le service que me rendirent les couloirs du Palais-Bourbon, où s'amorcent les destins nationaux. Un mercredi après-midi, comme je fuyais dans ces couloirs un débat sur la pomme de terre, j'entendis derrière moi une voix malicieuse m'appeler :

— Castel-Mapon, Castel-Mapon !

Je fis volte-face, irrité : c'était le baron de Brède, Premier Ministre.

Mystique et patriote, bon piéton, excellent cavalier, remarquable automobiliste, le nez en trompette et les oreilles en drapeau, le baron de Brède était un personnage charmant et chaleureux, bien que fort chatouilleux sur les questions de Défense nationale. Il me dit, prenant l'air faussement courroucé :

— On a encore parlé de vous dans *le Cygne* !

— Dans *le Cygne* ?

— Oui, enfin, dans le *Canard*.

Pour se blanchir la mauvaise conscience, le *Canard* avait depuis peu pris pour titre *le Cygne enchaîné* ; et ce jour-là, je ne l'avais pas lu.

— Dans le *Canard* ! repris-je étonné.

— Ne parlez pas si fort, dit le Premier Ministre : il pourrait nous entendre.

— Le *Canard* ?

— Vous n'ignorez pas qu'il a des écoutes partout.

— Ici ?

— Eh oui, mon ami : il a réussi à brancher des oreilles complices sur toutes sortes d'animaux politi-

ques à deux pattes, dont certains de mon gouvernement.

— Et on peut savoir... ?

— Impossible. Ce sont des oreilles tournantes ; moi-même... Enfin, on parle de vous dans le *Canard* : c'est bon signe.

— Comment cela, Monsieur le Ministre ?

— Votre étoile monte, Castel-Mapon (si vous permettez). Le chef de l'Etat prête toujours une attention particulière aux personnalités que le *Canard* se met à décrier : c'est la plus efficace des recommandations.

— Vous croyez ?

— Vieux renard ! fit-il avec une bonne bourrade : vous avez encore réussi un joli coup dans l'immobilier, hein ?

Je fus fièrement modeste :

— Mais, Monsieur le Premier Ministre, rien n'aurait pu se faire sans votre aimable dérogation.

— Vous savez, dit-il d'un air professionnel : tant que ça ne nuit pas vraiment à l'intérêt général, on peut tourner la loi. Sinon, on vivrait dans une société bloquée. Or, ce qui compte profondément...

— C'est le bien de tous, interrompis-je.

— C'est-à-dire le dynamisme des affaires.

— Nous sommes bien d'accord !

— Allez, Mapon : on fera quelqu'un de vous !

Et, comme nous allions nous quitter, il me demanda, confidentiel :

— Et la santé ?

— Oh, s'il n'y avait pas le foie...

— Ah, vous aussi ?

— Il faut bien gagner sa croûte, dis-je stoïquement.

— Erreur rectifia le baron de Brède : à notre niveau, le problème n'est plus de gagner sa croûte, c'est de la digérer.

Et, content de ce mot historique légué à la postérité, le Premier Ministre s'en fut plaisanter ailleurs des affaires publiques.

Dès lors, je me mis à le courtiser assidûment. Ce vieux routier de la politique, qui avait en son temps réussi pendant six mois à juguler l'inflation, me prodigua les leçons et les recettes du pouvoir, me découvrant les mille et un rouages de la machine parlementaire, les beautés du Plan, les arcanes du Budget, les secrets de Cabinets, et bien d'autres choses encore. Grâce à lui, je pus placer Chelet à la présidence d'une quelconque commission culturelle ; j'obtins pour moi une place d'examineur aux concours de l'École Nationale de Langage technocratique (que certains s'entêtaient encore à appeler l'E.N.A.), où je pouvais détecter à l'aise les jeunes loups qui viendraient dans le futur grossir ma meute. Cette relation ministérielle m'initiait peu à peu à nombre d'aspects cachés du monde du pouvoir ; mais, pour en connaître tous les détours et les envers, il me fallut aussi me lier d'assez près au ministre de l'Intérieur...

Michel-Raymond Marcelinowski, né de papa bulgare et de maman bretonne, était un bâtard aimant le bâton, voué, par conséquent, dès le plus jeune âge, au poste de ministre de l'Intérieur. Petit et rond, ferme et retors, il alliait à une trempe de caractère fascisant un sens étonnant de la manœuvre politicienne. Notre première entrevue fut directe. Je venais pour des histoires de légions d'Honneur, dont l'élévation à la grand-croix de Limogeard. Or, Marcelinowski manifestait des réticences. « Je ne comprends pas », lui dis-je. Il s'expliqua : il me reprochait de n'avoir pas fait usage des C.R.S. pour déloger le personnel de la Médinform lors de l'occupation de l'usine. J'y allai de quelques excuses humanisantes ; le bouillant ministre resta de marbre. Alors, changeant de tactique, je frappai du poing sur son bureau :

— Il me *faut* ces légions : c'est une question d'ordre local et moral !

— J'aime mieux ça, fit Marcelinowski, débonnaire. J'aime le coup de poing.

Et il m'accorda tout, tout de suite.

Je le revis souvent ; nous parlions ensemble de la revalorisation morale de la profession de flic de France. Un jour, la conversation porta sur Fouchcard. Bien que marié, sur mon conseil, Fouchcard continuait de se passionner excessivement pour la roulette, sous prétexte qu'il fallait bien connaître le « milieu », si l'on voulait plus tard l'écrémer... Je songeais qu'il serait à bonne école auprès de Marcelinowski ; celui-ci se laissa convaincre. Fouchcard devint directeur-adjoint du cabinet du ministre. Et bientôt, les préfectures tremblaient à toute heure du jour et de la nuit dans la terreur de ses coups de fil.

Il eût été habile de me ménager aussi l'amitié du Grand Trésorier de la Nation : mais celui-là nourrissait les mêmes ambitions que moi... Comme, en outre, il désirait asseoir sa carrière sur les signes extérieurs de l'intégrité, rien n'était à tenter du côté des Finances. Je devais me contenter de mes deux ministres, c'étaient déjà deux beaux atouts. En m'appuyant sur eux comme sur deux échasses, je pourrais atteindre au séjour olympien, parler au chef de l'Etat, le séduire, le servir et, au moment opportun, l'éliminer : en un mot, *dauphiner*¹. Mais cette heure n'étant point encore venue, je redoublai de patience.

Il était grand temps d'ailleurs que j'assainisse ma

1. *Note de l'éditeur* : A l'époque, le *dauphinat* était institutionnellement une sorte de vice-présidence officieuse, par laquelle, en complaisant au chef de l'Etat, le « dauphin » se faisait reconnaître peu à peu son unique héritier. *Psychanalytiquement*, il se créait une relation triangulaire classique, de type œdipien : Dauphin/Président (père)/France (mère). *Dauphiner* consistait alors à vivre une relation ambivalente d'admiration et de rivalité avec le président, par désir de posséder la mère-patrie... En cas de décès très souhaité du président, il n'y avait de complication que si plusieurs personnages se prétendaient en même temps « dauphin ». On assistait alors, dans l'aquarium majoritaire, à ce qu'on appelait « la lutte des dauphins », que certains nommaient aussi, familièrement, « le grenouillage ».

position conjugale. Depuis l'affaire des bidonvilles, en effet, rien n'allait plus entre ma tendre épouse et moi. L'idiotie s'était prise au jeu : elle avait perçu comme réelle la misère des ouvriers, et s'était enfoncée jusqu'au cou dans les œuvres. Comme il arrive en pareil cas, ses aptitudes conjugales s'étaient raréfiées, m'obligeant aux frasques nocturnes que l'on sait : toute sa libido fichait le camp dans la charité. Ainsi que sa fortune, d'ailleurs ! En outre, elle allait répandant chez moi, y compris devant les domestiques, des idées progressistes ! Je ne trouvais plus en elle ce dont elle m'avait comblé au départ : richesse, sexualité, confort spirituel ; rien n'était plus possible entre nous. Alors... Le divorce fut discret.

Incontinent, je me mis en quête d'une nouvelle épouse, d'autant plus que j'étais fatigué des joies du députanat, que mon foie supportait mal. Une femme qui pût vraiment me seconder. J'en rencontrai une sans tarder : encore une veuve, qu'il fallait sauver du malheur. Mais en dépit de ses trois enfants, elle avait l'insigne avantage d'avoir eu pour époux, sous le régime de la communauté, le feu fondateur d'un important hebdomadaire, *le Rapide*. Je sautai, si j'ose dire, sur l'occasion. Mais cette fois-ci, j'avais affaire à une femme de tête, qui dirigeait le service « Budget et Prévisions » du *Rapide*. Nous jouâmes cartes sur table. Elle m'apportait un journal ; elle avait une exigence :

— Je veux être la première femme de France, me confia-t-elle, pour libérer les autres.

Car, malgré tout ce qui avait été fait sous les régimes précédents, la femme n'était pas encore à l'époque complètement libérée.

— Que voulez-vous dire ? fis-je avec une certaine surprise.

— Je voudrais être présidente de tous les Français,

dit-elle en plongeant au fond de mes yeux son regard magnétique.

— Comment l'entendez-vous ? dis-je inquiet, voyant déjà dans cette féministe une possible rivale.

— Oh, rassurez-vous, Georges : en tant qu'épouse du président.

— Ah, bien ! Parfait. Eh bien, il sera fait selon votre désir, chère Valérie, dis-je en lui prenant la main.

Car tel était son prénom.

Quelque temps après, nous mettions au point le contrat chez le notaire, un ami de Ponchirac. Puis j'épousai ma douce Valérie, et bientôt, sans du tout participer à la direction du *Rapide*, j'eus une influence prépondérante sur sa ligne politique. C'est ainsi que j'épousai deux veuves avant de m'en prendre à la troisième : la France.

Parallèlement à ce remariage, je divorçai d'avec la Médinform, liquidant mon passé pour me refaire un avenir : je devais paraître sans lien avec les milieux d'affaires. Tout en continuant de gérer mes biens et d'accroître mes participations dans divers groupes de presse et de pression — on ne peut se résoudre à des abandons complets —, je pus alors me donner à fond à l'action politique. J'avais besoin d'une base militante, capable de créer peu à peu une dynamique présidentielle. A l'intérieur de la majorité, je créai une tendance dont l'objectif était de regrouper des personnalités efficaces et autres leaders d'opinion qui, le jour venu, se rallieraient à mon panache tricolore. Pour donner à cette tendance une assise dans le pays, je fondai un club de réflexion et d'action : le *Club Promesses et Responsabilités*, où devaient se rejoindre les notables actifs et les jeunes d'avenir. J'animais ce club de ma pensée politique, sous forme d'une *Lettre mensuelle* dont le *Rapide* divulguait de larges extraits, et où je faisais état,

MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

vis-à-vis de la politique gouvernementale, de divergences nuancées dans le cadre d'accords profonds.

Mais surtout, je me mis à occuper le champ des mass-médias, ou les amateurs de destins nationaux rivalisaient d'omniprésence. Mes déclarations publiques croissaient en quantité et qualité. Tantôt en confidence à des journaux de grande notoriété, tantôt à grand fracas dans des feuilles provinciales, je me répandais en propos sur le futur horizon politique, sur mes possibilités gouvernementales « en réserve », sur les grands problèmes de la planète (la faim, l'énergie, la démographie), ou de nos régions, sur les solutions évidentes à des questions brûlantes que personne n'osait prendre de front, etc. J'affirmais hautement, je laissais entendre à mi-mots : rien de ce qui était actuel ne m'était indifférent, à droite comme à gauche. J'étais du centre, d'ailleurs, non pas un centre timide et juste milieu, mais un centre du dépassement où se fondaient la tradition et le changement pour construire un futur dynamique, européen, mondial — seule réponse digne de notre pays aux défis du XXI^e siècle.

A la moindre occasion, on m'interrogeait à la radio. Mon attitude face à tel scandale ? Je dénonçais les intrigues dans lesquelles je ne trempais pas. Y avait-il une voie socialiste française ? J'ironisais sur les ambitions unies de la gauche divisée ; le seul socialisme viable, c'était celui de notre Etat-patron. Croyais-je en la vérité d'un système socio-économique donné ? Je répondais qu'en politique, il faut fuir les idées préconçues et les systèmes ; que tout est conjoncture ; qu'il n'y a pas de vérité en soi, sauf celle des prix ; qu'on ne peut résoudre sur le papier les questions concrètes auxquelles font face les gouvernants ; que tout slogan est un simplisme ou un truisme ; que bienheureux sont les inconscients de l'opposition s'ils croient détenir LA solution ; qu'enfin, les *vrais* responsables se manifestent par leur prudence, leur refus de la déma-

gogie et leur sens du réel, grâce à quoi ils avaient le courage de ne pas trop s'engager, l'intelligence de ne pas trop prévoir, et la sagesse de ne pas trop trancher ces vastes problèmes dont l'opinion publique ignorerait toujours, par bonheur, l'irréductible complexité.

Naturellement, dans ce flot de paroles, il m'arrivait de me contredire : car comment satisfaire tout le monde sans faire de déclarations contraires ? Le point, c'était de ne pas paraître contradictoire avec soi-même, mais complémentaire : les critiques se noyaient dans la diversité de mes dires ; c'était une question d'intensité dans la présence orale. Mais je jouais aussi de mes images : des reportages fréquents dévoilaient aux Français les aspects riants et sympathiques de mon existence privée. Tantôt j'étais photographié sur un terrain de rugby, franchissant, le ballon sous le bras, les lignes ennemies ; tantôt on me surprenait dans une rue donnant quelque aumône à un pauvre type sortant de prison ; tantôt je jouais du pipeau sur une colline auvergnate pour toucher les marginaux épris d'environnement ; tantôt je tapais la belote dans un bistrot ; tantôt je prenais le thé dans un salon social des environs de Passy ; tantôt je tondais mon gazon dans mon castel ; tantôt je traversais, harassé, les couloirs du métro en fin d'après-midi. J'étais partout dans le pays : rien de ce qui était social-français ne m'était étranger.

Même chose pour Valérie : rien de ce qui était féminin ne lui était étranger. Elle se montrait en tout lieu où pouvait se trouver la Française, depuis le marché aux puces jusqu'aux salons de haute couture, en passant par les salles communes d'hôpitaux et les galeries de la Rive gauche. Mais c'est surtout notre couple qui occupait la une du *Rapide*, avec force détails sur nos goûts et couleurs, mes plats préférés et nos livres choisis, notre bonheur familial sans histoire dans le parc du *Castel*, etc. Nous étions l'image de la France sans problèmes, celle que le peuple élit. Notre amour

illustre des pages d'hebdomadaires régionaux (car il n'avait pas encore sa dimension nationale), non sans une teinte d'érotisme étudié, pour montrer l'exemple. C'est ainsi qu'on nous voyait sur une plage, amoureuxment enlacés, dans un décor de rêve où les appâts de mon épouse et, je dois le dire, la séduction de ma musculature, ne pouvaient qu'entraîner l'adhésion du pays.

J'allai plus profond : non content de figurer dans la presse, je fis mes débuts dans l'édition à grands tirages. D'abord, un ouvrage de circonstance sur la politique extérieure de la France, qui était l'œuvre de parlementaires de la majorité et que de Brède m'avait recommandé de signer, parce que j'en avais trouvé le titre : *la Tulipe et le glaïeul*, collection « Force de Frappe ». Puis, tenté par l'autobiographie publicitaire, je lançai à six mois d'intervalle : *l'Amulette*, récit romancé de mon ascension dans les affaires, où je montrais que chacun peut *arriver*, avec un peu de génie et beaucoup de bonne volonté ; *Ma conviction*, collection « Ce que je crois », où avec l'aide de Chelet, je me donnais la foi, — car qu'est-ce que la foi ? Du langage sur une parole ! —, et dont le cri final me rendit célèbre dans le monde catholique : « Dieu existe, je L'ai ressuscité » ; enfin, dans la collection « Prendre le pouvoir », je publiai mes *Souvenirs de Demain*, ton vécu, où j'offrais aux Français mon passé comme futur.

Chacun de ces livres s'accompagnait d'un faisceau d'articles, d'interviews et de passages à la télévision qui devaient me familiariser avec l'objectif de la caméra. Mais le problème vint, une fois de plus, du *Cygne enchaîné* : arguant de divergences notables dans les faits de ma biographie, d'un livre à l'autre, — ah, si seulement mes nègres littérateurs avaient eu la conscience d'accorder leurs violons ! —, le *Canard* fit un long papier de mise au point, farci de vérités désagréables. L'article s'intitulait « Mapon et Eve » et, outre des rap-

pels sur mes exploits du temps où j'étais aux affaires (à la Médinlouche, disaient-ils), insistait sur ma vie amoureuse : mon droit de cuissage sur les ouvrières quand j'étais chef du personnel, mon mariage tardif avec une jolie veuve riche passée au social, les cabrioles nocturnes de mon députanat, la dévotion au Sexe de notre entreprise, mon divorce, mon remariage avec *le Rapide*, la cour que j'étais en train de faire à la République en personne, etc. Ce qui m'entraînait vers Eve, disaient-ils, c'était la pomme (entendons l'argent et le pouvoir) ; ils se lançaient alors dans des loufoqueries du genre « Ma-pom d'Adam » et concluaient en mettant en doute le féminisme que j'affichais ! Aussitôt, j'attaquai en diffamation, en demandant un bon prix. Mais le tort qu'ils faisaient à ma dynamique présidentielle était-il réparable ?

— L'ennui principal, dis-je à mes amis, c'est que, une fois de plus, grâce au *Canard*, les Renseignements généraux vont disposer d'informations brutes dont on ignore l'usage qu'ils peuvent faire.

— Pour ce qui est des R.G., dit Fouchcard, j'en fais mon affaire.

— Parfait.

— C'est tout de même malheureux, s'exclamait Chélet, qu'on mélange la vie privée et la vie publique des personnalités politiques, et qu'on prétende juger de leur avenir par leur passé ! Car enfin, *errare humanum est*, et par ailleurs, y a-t-il un catholique qui ne soit un pécheur ?

— C'est le ministre des Finances, que tout cela arrange !

— Je crois, dis-je, qu'il faut frapper un grand coup publicitaire. De Brède m'a laissé entendre que la télévision ne dirait pas non.

— Oui, mais n'est-ce pas *trop tôt* ?

Ce n'était pas trop tôt. Rendez-vous fut pris ; une

MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

émission en direct, sorte de « Face à la presse », était disponible la semaine suivante ; je sautai sur ce tremplin, en suggérant comme thème : « Deux institutions en crise : l'Éducation, la Justice. »

Le soir du grand jour arriva ; je pris place dans mon fauteuil avec une maîtrise calme, quoiqu'un peu tendu : il y allait de mon image de marque, donc de ma carrière. L'ambiance était « studio » : caméras, décors, techniciens évoluant avec des bruits feutrés, journalistes s'affairant avant le coup d'envoi et, çà et là, des bouffées de cigarettes qui allaient se dissipant comme les rêveries d'un intellectuel de gauche aux prises avec la réalité. Le gong résonna. Malgré les éléments de discours que j'avais préparés pour convaincre mes interlocuteurs, et que je repassais dans ma tête, je ressentis quelque appréhension soudaine. A cause du maudit *Canard*, les Gaulois, nés malins, me supposaient des affaires louches sur la conscience ; l'opposition envieuse s'intéressait aux médisances dont elle pourrait faire flèche contre moi en cas de destin national ; la majorité devait considérer mes antécédents avec une indulgence suspecte ; bref, j'étais entouré de cette suspicion générale qui conduit trop souvent l'homme politique, d'abord intègre, à se conformer malgré lui à l'idée que le public français se fait de lui. C'était très désagréable. Dans les regards faussement cordiaux des journalistes, je devinais de muettes accusations : les uns me reprochaient de n'avoir pas fait la Résistance (mais en avais-je l'âge ?) ; les autres m'en voulaient d'être venu de l'impur milieu des affaires ; d'autres comprenaient mal que je m'en fusse éloigné, abandonnant le pouvoir réel pour le verbal ; d'autres s'alarmaient de mes déclarations socialisantes ; d'autres s'offusquaient de leur insincérité ; d'autres me haïssaient d'être sorti du rang ; d'autres ne voyaient dans mes bifurcations qu'opportunisme et non conversion ; d'autres encore...

Mais, en réalité, il n'y avait en face de moi que qua-

tre journalistes, trop honorés d'être invités pour m'assassiner. Seul le communiste de service pouvait m'embarrasser, en particulier sur ma biographie, qui était le point épineux de l'histoire. Précisément, l'animateur commença par une brève rétrospective de ma carrière, en lui donnant comme ligne approximative la bissectrice de mes autobiographies divergentes. Je pris aussitôt l'air lointain de celui qui ne voit devant lui que les destinées de la Nation se profilant à l'horizon : j'assumai mon passé d'avenir, et acquiesçai aux points forts de ma carrière par de graves hochements de tête qui transformaient ma vie en destin. Agacé, et sans même demander la parole, le communiste s'insurgea contre l'animateur :

— Il me semble qu'on oublie, dans cette édifiante série de réussites, quelques aspects plus sombres que les téléspectateurs pourront lire dans...

— Dans le *Canard*, m'empressai-je de dire : c'est donc là, maintenant, que le parti communiste puise les vérités du socialisme scientifique ?

— Là n'est pas la question, Monsieur : il s'agit seulement de rappeler quel a été le rôle du Sexe dans votre vie tant industrielle que privée !

— Vous sortez du sujet ! dit l'animateur.

— Laissez Monsieur faire sa propagande, fis-je largement.

— La débauche... s'emporta le communiste.

— « Vois de quel œil luisant la vertu me déteste », dis-je en citant le poète.

— Il nous faut des hommes intègres !

— Quand on sort du séminaire, Monsieur, on devient Staline !

L'altercation devenait inaudible. Mon adversaire fut rappelé à l'ordre, tandis que je savourais ma propre formule. Et le débat commença. Thème ? La jeunesse en crise (elle l'était encore à cette époque) et l'Éducation dans le pays.

— Quel est votre programme ?

MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

Mon programme ? Ils en avaient de belles ! Je protestai d'emblée contre l'idée de programme appliquée à un problème « fondamentalement humain ». « A tout prendre, dis-je, je préfère *perspectives*. » Et je dénonçai, à travers tous les programmeurs de la terre, la planification, la collectivisation et le totalitarisme. Après cette envolée, léger passage à vide : il me fallait bien répondre à la question posée. Ou plutôt, offrir au public de ce genre de spectacle un scénario classique : dramatiser d'abord, puis rassurer, donner aux Français la double satisfaction d'un moment pathétique suivi d'un dénouement heureux.

Je fis d'abord l'alarmiste de droite : la jeunesse était pourrie par de faux éducateurs, l'Education était minée par la subversion politico-culturo-sexuelle. J'élevai une voie sombre et prophétique contre la désagrégation du corps social et l'abandon général des valeurs morales qui avaient fait la France. Nous étions au bord d'une faillite sans précédent, notre monde allait à la catastrophe, du moins si nous ne redressions pas la barre sur l'heure, « nous, c'est-à-dire vous, moi, le peuple enfin, dans ses couches demeurées les plus saines ».

En même temps que la barre, je redressai mon discours : rien n'était perdu ; la jeunesse, profondément, était toute promesse ; le corps professoral demeurerait consciencieux, « dans son immense majorité » ; les parents étaient responsables et de bonne volonté ; ce qu'il fallait, c'était avoir confiance. Certes, on prendrait les mesures qui s'imposaient, c'est-à-dire réprimer la voyoucratie patentée et passer à l'insecticide les semences de marxisation universitaires... Mais, pour l'essentiel, j'avais confiance, confiance en ce pouvoir de régénération extraordinaire qui appartenait à notre tradition. En un mot, concernant l'Education, il suffirait encore une fois d'une réforme.

Pour conclure, j'y allais de quelques mots en *-tion*, je récusais quelques termes en *-isme*, j'affirmais ma foi dans la société nouvelle « qui doit mener la promotion

de tous par la participation de chacun », et j'appelais la collaboration de tous les Français, qu'ils fussent enfants, parents, éducateurs ou policiers. Je me demande encore qui aurait pu ne pas être d'accord.

Eh bien, ce fut mon communiste qui ne fut pas d'accord, et qui, par le biais de la « démocratisation de l'enseignement », en vint à faire le procès de l'inégalité économique.

— Vous êtes en dehors du sujet, lui dis-je.

— La question est d'abord économique.

— Tiens donc ; m'écriai-je. Comme si le peuple était dénué de pensée, de vie consciente et affective !

— Mais je vous dis que...

— Tout est d'abord *humain*, Monsieur !

— C'est oublier les féodalités financières toutes puissantes qui...

— Les féodalités ! Je vous croyais en retard d'un siècle, je vois que vous n'avez pas quitté le Moyen Age !

— Vous n'avez pas le droit d'ironiser sur la question sociale ! dit-il, furieux.

Et de s'écrier dans un langage qui se voulait concret pour être populaire :

— Monsieur, vous ne pouvez nier que dans notre société, sous quelque forme que ce soit, l'argent va à l'argent !

Je me tournai vers lui :

— L'argent va à l'argent, l'argent va à l'argent ! Et alors ? Vous voudriez qu'il aille à la sainteté ? Ce serait contraire à l'Évangile...

Sans laisser à mes interlocuteurs le temps de souffler, je réglai le sort de la Justice, dressant un tableau sévère de la situation. Oui, il fallait l'avouer, tout n'allait pas bien dans la Justice en France. En un mot, la Justice était bloquée. Je n'avais pas le loisir de m'étendre sur les raisons de ce blocage : ce qui m'intéressait, moi, c'était de débloquer. Et c'est là que je lançai mon idée majeure : il fallait désÉtatiser la Justice !

Cette proposition fit l'effet d'une bombe : mes quatre journalistes se renversèrent en même temps dans leur fauteuil. On n'y avait pas encore pensé, il est vrai. Je me mis aussitôt à défendre ma bombe judiciaire. La privatisation m'apparaissait comme le seul remède à l'étouffement d'une Justice qui périssait dans la bureaucratie, manquait de moyens, et s'enlisait dans des codes désuets. Il fallait dénationaliser, il fallait rendre au peuple concret la Justice concrète, confisquée par l'Etat. Or, seul le secteur privé, grâce à son dynamisme naturel, pouvait dépanner la nation dans tous les domaines où elle avait des retards. On l'avait bien vu avec les autoroutes.

— Mais alors, me demanda l'un de mes interlocuteurs avec finesse, nous risquons d'avoir bientôt une Justice à péage ?

— Eh bien, oui, dis-je, catégorique.

C'était inévitable : la justice serait payante. Ce qui fit bondir à nouveau le communiste :

— Mais les plus riches seront les plus favorisés ! s'écria-t-il.

— Eh, fis-je pour mettre les rieurs de mon côté, croyez-vous qu'il y aurait là un grand changement ?

— Voilà la Justice livrée aux grandes banques ! s'exclama-t-il, avec dans les yeux l'ivresse d'un Pythagore à qui l'on aurait démontré les postulats d'Euclide.

— Eh bien, l'art du législateur n'est-il pas, en suivant l'évolution naturelle des sociétés, de hausser les réalités *de fait* au niveau de situations *de droit* ?

J'enchaînais qu'à mon avis, la mission de la France était de prendre la tête du mouvement mondial qui allait se dessiner dans le sens que j'indiquais. Déjà, je voyais notre pays fonder des instituts privés de formation de juristes ; nos diplômés, nos systèmes juridiques divers, nos juges et hommes de loi étaient les plus demandés du globe ; les sociétés multinationales se les disputaient chèrement, les pays socialistes commen-

çaient à se renseigner ; la Justice française prospérait dans le monde, la Justice dans le monde faisait prospérer la France !

— Certes, concédai-je, dans un premier temps, cette privation, je veux dire cette privatisation de la Justice, sera d'abord partielle : l'Etat conservera une institution juridique orientée vers le service des plus pauvres, une sorte de Sécurité judiciaire parallèle à notre Sécurité sociale. Ainsi, nous aurons de la justice pour tout le monde, dans la liberté et la rentabilité.

L'idée commençait à séduire. On m'objecta que, dans une telle situation, les juges pourraient devenir intéressés. Je rassurai aussitôt : à partir du moment où la magistrature était substantiellement « honorée », elle ne pouvait plus que désirer la Justice en soi. De même que les médecins des cliniques privées n'ont pour seul objectif que la santé des clients. « En somme, fis-je, il faut intéresser les juges pour les désintéresser : c'est la règle des professions libérales. » De toute façon, nous n'avions pas le choix : la Justice bloquée était le pire des maux, et les petits inconvénients d'une équité flottante au gré des régions, des classes sociales ou des pays, disparaissait très largement devant l'avantage considérable d'une Justice compétitive, fonctionnant comme une affaire dynamique à vocation internationale. Et je conclus, faisant trembler mon tribunal de journalistes avec la fougue d'un jeune avocat qui sauve la tête d'un innocent :

« Entre l'Injustice et l'Impuissance, Messieurs, je choisis l'Efficacité ! »

(à suivre)

1. *Note de l'éditeur* : Parmi les divers commentaires favorables qui accueillirent ce dernier mot, il faut noter cette interprétation extraite d'une thèse de mathématiques modernes :

« Si l'on pose A avec $B = \overline{A}$, alors, $\overline{B} = A$! En d'autres termes, Mapon pose l'Injustice (A) et l'Impuissance (B) comme contraires, soit $B = \overline{A}$; en déclarant alors préférer l'Efficacité (\overline{B}), il suggère implicitement le choix de l'Injustice (A). »

Ce qui est d'une éclatante clarté.